

discussions et entretiens pour qu'une décision ferme et favorable puisse être prise avant que le ministre des Pêcheries parte pour d'autres lieux?

L'hon. M. Martin: Il fera tout son possible.

L'hon. J. A. MacLean (Queens): Une question complémentaire. Je voudrais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures si la question des zones de pêche exclusive était le sujet de discussion à la récente réunion ministérielle canado-japonaise?

L'hon. M. Martin: Je n'ai pas entendu la dernière partie de la question de mon honorable ami.

L'hon. M. MacLean: Le même sujet a-t-il fait l'objet de la discussion lors de la réunion tenue récemment entre les ministres canadiens et japonais?

L'hon. M. Martin: Pas exactement dans les mêmes termes.

M. Crouse: Une autre question complémentaire, monsieur l'Orateur. Lundi, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures signalait qu'il était à discuter de cette question avec le ministre de France. Est-ce à dire qu'on s'est mis d'accord? Les États-Unis sont-ils les seuls à s'opposer à l'établissement des coordonnées géographiques et des lignes de base définies dans le bill S-17?

L'hon. M. Martin: Il serait inexact de dire que les États-Unis sont le seul pays.

[Français]

L'AGRICULTURE

QUÉBEC, P.Q.—SUBVENTION AUX POMICULTEURS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe-Bagot): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

L'honorable ministre pourrait-il dire à la Chambre si le gouvernement de la province de Québec a demandé au gouvernement fédéral d'absorber une partie de la subvention de \$900,000 qui est versée aux pomiculteurs de la région de Saint-Hilaire-Rougemont?

M. l'Orateur: Je signale à l'honorable député que cette question pourrait facilement être inscrite au *Feuilleton*. Je reconnais qu'elle a une certaine urgence et s'il croit qu'elle mérite vraiment une réponse immédiatement, je n'interviendrai pas davantage.

[M. Howard.]

L'hon. M. Ricard: Une question semblable a été posée la semaine dernière par un député du Crédit social.

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture): Oui, monsieur l'Orateur.

[Traduction]

LES AFFAIRES INDIENNES

LE RAPPORT DU COMITÉ DES DROITS DE PÊCHE ET DE CHASSE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Hier, quand je l'ai interpellé, il m'a répondu que son ministère s'efforçait constamment de fournir à la cour d'appel l'occasion de délimiter les responsabilités au sujet des droits de pêche et de chasse des Indiens, aux termes d'un traité ou en vertu d'autres dispositions. Je voudrais donc demander au ministre si le comité institué par son prédécesseur, le ministre actuel des Travaux publics, relativement aux droits de pêche et de chasse des Indiens, existe toujours. Si oui, que fait-il?

L'hon. Arthur Laing (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, ce comité a maintenant présenté un rapport.

M. Howard: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre nous dirait-il si le rapport est ou sera rendu public?

L'hon. M. Laing: Non, je ne le crois pas. Ce document fait l'objet d'une étude intensive; il est très compliqué.

[Français]

LES ÉDIFICES PUBLICS

RESPECT DES INSCRIPTIONS BILINGUES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Maurice Allard (Sherbrooke): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Travaux publics.

Sur la foi d'une nouvelle à l'effet qu'on avait arraché, mardi soir dernier, l'inscription française «Édifice Fédéral», d'un édifice fédéral en construction à Port-Hope, Ontario, l'honorable ministre pourrait-il faire enquête et prendre les mesures qui s'imposent afin que soient respectées les inscriptions bilingues sur les édifices fédéraux?